

Quelle stratégie de la société civile sur le plan international ?

Par Fernand VINCENT, Président du Réseau mondial de l'IRED

Ma récente participation, à Genève, à une rencontre (une de plus !) des nombreuses organisations de la société civile pour discuter de l'avenir et de notre place dans l'ONU,

Le passage de Chico WHITAKER, co-fondateur du Forum Social Mondial de Porto Alegre, et nos entretiens sur la stratégie future de ce Forum,

La récente lecture de quelques ouvrages fort intéressants :

- *« What Next », l'excellente publication de la Dag HAMMARSKJÖLD Foundation qui fait suite à celle, publiée en 1975, « What Now », proposant un autre modèle pour une nouvelle Organisation des Nations Unies,*
- *L'ouvrage de F. SIGLITZ, l'ancien économiste en chef de la Banque Mondiale et le Senior Advisor du Président Clinton, « Pour une autre Mondialisation »,*
- *Le dernier livre de Jacques ATTALI, « Une brève histoire de l'avenir », qui décrit magistralement, dans sa première partie, l'histoire du capitalisme,*
- *The User Guide for the 21st Century "World Changing", Alex Steffen, Foreword by Al Gore,*
- *"La Terre est plate", de Thomas FRIEDMANN, un message optimiste pour le 21e siècle*
- *« Debating NGO Accountability » by Jean Bendall, NGLS, Genève, 2006*
- *ainsi que plusieurs autres documents et articles*

ont amené l'homme de réseaux que je suis, et ayant tenu des responsabilités importantes dans des associations internationales « non gouvernementales » (OING), à porter un regard critique sur son engagement et sa vie militante dans les milieux internationaux, en particulier celui de l'ONU.

Cet article, volontairement engagé et décrivant des leçons de pratiques de lobbying dans le monde international, voudrait être une contribution à une évaluation et une remise en cause de l'engagement de la société civile au niveau international et l'aider à mieux définir sa stratégie et son engagement futurs .

« Société civile » est une expression que nous employons à contre cœur, tant on peut l'interpréter différemment. Elle recouvre pour nous : le monde associatif, les syndicats, les mutuelles et les coopératives de base. Elle exclut l'entreprise, les corporations internationales et les organisations parastatales.

I. Le monde a changé

Au début du siècle dernier, les syndicalistes et les mouvements mutualistes ont cherché une voie nouvelle. Dans les années soixante, sous l'inspiration des professeurs Perroux et R.P. Lebreton, la recherche d'une troisième voie prenait des tournures concrètes fort intéressantes.

Puis il y eut la disparition du Bloc Soviétique et de son mur ainsi que du modèle communiste.

Dès lors, le capitalisme est roi. Et il ne se prive pas de le démontrer sans cesse et partout dans le monde, même si nous avons acquis de nouvelles libertés, certains y gagnent, certains et beaucoup y perdent.

Quels changements importants depuis 50 ans ?

Le monde a profondément changé au cours de ces 50 dernières années :

- Une accélération fantastique due à la découverte de moyens de communication nouveaux (NTI) qui s'imposent à nous : TV, Internet, portables ; le plus petit événement qui se produit quelque part sur la terre et relayé en quelques heures partout dans le monde et nous sommes alors tous informés. Nous communiquons plus vite et de partout, mais comment sur le fond ?
- La mondialisation dominée par le marché, le profit et la consommation, mais qui, il faut le reconnaître, a créé des avancées remarquables surtout en Asie, mais aussi tant de disparités et de personnes marginalisées et dépendantes ; la pauvreté a augmenté et a pris des formes nouvelles surtout en Occident
- Des progrès très nombreux dus à la recherche concernant la santé, l'exploration extraterrestre, la paix (Europe), les droits de l'homme,
- L'émancipation des femmes
- L'émergence de la société civile sur le plan international et en particulier à l'ONU
- Le brassage des cultures, l'émergence de l'islam
- La montée de la Chine, de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud, qui créent un nouveau groupe de « riches » et l'existence de nouveaux blocs Bolivie, Vénézuéla, Pérou, Equateur et maintenant, l'Iran, concrétisent une résistance au pouvoir des Grands

Après des dizaines d'années de « progrès », les grands problèmes subsistent. Quitte à apparaître répétitif et redondant, il faut bien admettre que de nombreuses questions restent encore très actuelles, et que le fait qu'elles soient encore actuelles en 2007, démontre bien la complexité du travail à effectuer.

II. Quels sont ces causes essentielles qui font le mal développement dans lequel nous vivons ?

- Des centaines de milliers d'enfants, de femmes et d'hommes meurent de **faim** et vivent dans la **pauvreté**, alors que les progrès techniques permettent de résoudre ces problèmes
- La **violence** règne dans le monde, par la **guerre** entre états, ethnies, clans et même dans nos quartiers, nos banlieues et nos familles, envers les femmes et les enfant
- Le **terrorisme international**, que l'on n'arrive pas à cerner car il est organisé de façon non hiérarchique, sème le doute et la méfiance entre races et fait des victimes innocentes
- La **destruction de notre environnement** (réchauffement de notre planète) et la pollution de l'air, de l'eau et de la terre, biens communs de l'humanité
- Les **droits humains** encore bafoués en toute impunité d'un bout à l'autre de la planète
- La **gestion des affaires publiques** est défailante ou insuffisante, affaiblissant ainsi les structures étatiques aux niveaux local et national
- Notre impuissance ou presque face aux **maladies**, telle que le **SIDA**, le paludisme, faute d'accès aux soins et à la prévention
- Des femmes et des hommes qui n'ont pas de **logement** pour s'abriter et sont obligés de dormir dehors par de grands froids ou dans des camps permanents de réfugiés
- Des paysans et des ouvriers qui ne perçoivent pas de quoi faire vivre leur famille, et qui ne peuvent pas être **propriétaires de la terre** qu'ils travaillent ou bénéficiaires du fruit du travail qu'ils produisent, alors que les riches se partagent la plus grande part des revenus et des richesses
- Des centaines de millions d'hommes et de femmes qui n'ont pas **accès à l'éducation** et sont analphabètes.

Ce n'est pas acceptable ! Un monde comme celui-ci n'est pas vivable pour la plus grande partie des exclus, du Nord comme du Sud.

Et en plus, nous sommes complices, conscients ou inconscients. Nous mangeons plus que nécessaire à tel point que l'obésité devient problème essentiel de santé dans certains pays.

Nous gaspillons l'eau potable par nos méthodes d'irrigation et nos comportements journaliers. Nous achetons des produits dont le temps de vie est programmé de façon à ce qu'on achète au plus vite un produit identique dont la vie sera encore plus courte.

La consommation est devenue le moteur du « développement libéral » car elle élargit le marché et fait gagner davantage ceux qui ont déjà trop et elle nous entraîne dans une spirale infernale qu'il faudra bien stopper un jour avant que nous ne mourrions tous ensemble par surplus...

A ce sujet, l'étude de chercheurs suédois sur leur propre société (What next p. 99-124 et 131) nous démontre comment, par la publicité, nos consommations dégénèrent et comment elles dégradent notre société du Nord.

Pourquoi lutter contre le courant dominant du néolibéralisme ?

Le modèle de développement (que nous « diffusons » à travers le monde...) en est la cause principale. Il apporte certes des progrès fort appréciés, mais il laisse subsister des déséquilibres inacceptables.

Sommes-nous du reste d'accord sur ce que nous entendons par « développement », cette appellation venue du libéralisme du Nord ? Gilbert RIST (What Next - p.86/7 et p.93/94) la critique violemment. Certains sont pour le « développement zéro », alors que le marché s'impose par sa stratégie, c'est-à-dire au profit d'un petit nombre d'actionnaires ou de patrons, laissant égoïstement les autres face à leurs problèmes.

La récente mondialisation que se sont appropriés les plus riches à travers un modèle reposant sur le marché à outrance et l'accaparement des revenus, des richesses et du pouvoir de décision en est principalement responsable. Ses initiateurs commencent à comprendre qu'ils sont en train « d'aller droit dans le mur », car ce type de mondialisation n'a pas d'avenir, sinon celui d'une plus grande violence et donc d'une plus grande destruction.

Et les gouvernements dans tout cela. Que font-ils ? Ce sont nos élus ; mais en fait le sont-ils vraiment ? Et que font-ils quand ils sont au pouvoir ? Nos idées sont-elles promues ? Nos revendications entendues ?

Le désintérêt pour la politique (la gestion du bien commun) est un signe que la population ne s'intéresse plus aux enjeux locaux, nationaux et mondiaux, car ils ne voient plus comment influencer leurs élus pour les amener à trouver des solutions justes pour leur avenir et celui de leurs enfants.

Nous avons donc besoin d'être différemment représentés à tous les niveaux : local, national, régional, international et global, autrement que par les élus des partis politiques et les leaders de notre gouvernement. Le tissu social de notre société est constitué d'associations dans lesquelles les membres s'engagent concrètement et dont les leaders sont plus représentatifs que les « politiques ». La société civile a donc sa place, à côté de ces élus et dirigeants, pour décider avec nous de notre développement.

III. Quels enjeux pour le 21^e siècle

La lecture des ouvrages cités ci-avant et la rencontre de dirigeants mondiaux de la société civile et une Xe participation à une rencontre entre des OING et l'ONU, nous amène à une nécessaire interrogation sur le futur, sur notre rôle et notre place d'OING dans la vie internationale.

Mais, que devons nous retirer de ces livres et ces articles, cités ci avant, et qui essayent de projeter le monde et ses problèmes dans le futur ; en d'autres termes : «Comment envisager un autre développement et une autre mondialisation ? »

1. **Thomas Friedmann, dans « La Terre est plate »,** introduit notre questionnement sur la mondialisation et innove en constatant entre autre que :

« Quand je dis que la Terre est plate, de quoi je parle ? De la troisième étape de la mondialisation. La première a commencé en 1492 avec la découverte de l'Amérique : c'est celle des Etats. La deuxième au début du XIXe siècle : c'est celle des multinationales. Aujourd'hui, c'est celle menée par les individus. Ils ont cette possibilité grâce à la convergence de trois technologies : l'ordinateur individuel, l'explosion d'Internet et enfin des standards de communication HTML et FTTP... »

La mondialisation, tel qu'on en parle aujourd'hui, est donc déjà dépassée.

« Le vecteur de la mondialisation : ce sont les individus et les petits groupes qui ont des idées et les mettent en pratique. Tout ce qui peut être fait, sera fait. Quand la terre est plate, le petit peut agir comme le grand.... Dit encore Friedmann.

« Cette mondialisation sera aussi «une mondialisation locale » ; Google existe en 137 langues ce qui signifie que votre langue ne va pas disparaître et qu'au contraire elle sera préservée. Nous n'avons plus besoin d'émigrer ou de délocaliser ; nous pourrons faire la plupart des choses à partir de chez nous ».

« Nous sommes en train de « nous affranchir des organisations verticales avec des ordres venant du sommet.... On passe à des organisations horizontales et les maîtres mots sont « connexion » et « collaboration »...

Et, récemment dans le journal suisse le Temps, le Fondateur du Forum économique de Davos, le Professeur Schwab, reprenant les idées de Friedmann, affirmait : « Jadis, le libéralisme protégeait l'individu contre le pouvoir ; maintenant, c'est l'individu qui menace le pouvoir... ».

2. Dans « Une brève histoire de l'avenir », Jacques ATTALI,

retrace d'abord brillamment l'histoire du capitalisme ; nous sommes placés dans l'avenir, dit-il, face à trois scénarios :

- l'**hyperempire**, le développement du modèle capitalisme actuel et ses excès qui mènent à la faillite finale,
- l'**hyperconflit** : des guerres à tous les niveaux employant des armes de toutes sortes menant également au désastre,
- l'**hyperdémocratie** : qui est basée sur un acte de foi de notre société en l'avenir : l'humanité n'est pas condamnée à se détruire. Le rôle de l'individu, là encore, est mis en avant pour trouver des solutions éthiques et des entreprises relationnelles sont créées. Les institutions sont « au service des individus et de la société » et fournissent des services adaptés et un cadre de travail. D'où la création d'une intelligence universelle et de « bon temps ».

Attali choisit évidemment cette dernière hypothèse.

3. Dans le “World Changing”

Un accent tout particulier est mis sur les questions d'environnement, mais le contenu de cet ouvrage – *Un guide avec de très nombreux exemples de développement réussi dans le monde entier dans les domaines les plus divers tels : la santé et les maladies, le micro-crédit, la recherche et la production agricole, etc.*—nous permet d'être assurés que notre optimisme a sa raison d'être.

Ce livre est important, car il est une réponse pratique à de nombreuses voix qui s'élèvent pour en ce moment pour placer le soucis de l'avenir de notre planète au premier rang de nos préoccupations et de celles des politiques (L'influence de Hulot dans la campagne présidentielle française ; la mise en garde du Professeur Schwab aux participants du Forum de Davos, le film d'Alan Gore et même les déclarations récentes du Président Bush , en sont la preuve.

4. Dans « Pour une autre mondialisation », F. SIGLITZ

Le point de départ est la réalité socio-économique du monde d'aujourd'hui, avec ses problèmes difficiles à résoudre ; F. Siglitz nous suggère une multitude de propositions alternatives qui ont le grand avantage d'être réalistes et immédiatement applicables.

Les propositions de F. SIGLITZ nous apportent une réponse concrète à la question souvent soulevée : « Quoi faire d'autre pour le changement ? ». Et cela est d'autant plus intéressant que SIGLIST était « chief economic advisor » de la Banque Mondiale et senior advisor du Président Clinton. Siglitz a modifié sa pensée et sa stratégie au

contact du terrain et de la réalité des problèmes qu'il a découverte en voyageant. Ses récentes participations aux Forums Mondiaux (à Nairobi en janvier 2007) et les idées qu'il a exposées aux altermondialistes le prouvent.

La question qui reste ouverte est celle de savoir s'il existe « un modèle alternatif pour le changement ? ». Rupture ou Réforme du système ? Samir Amin, qui se réclame de la rupture, (Voir Le Temps du 23 janvier 2007), reproche à la grande majorité des altermondialistes du Forum Social Mondial d'être, en se rangeant du côté des « réformateurs », de « doux rêveurs », sans alternative réelle et sans engagement politique pour le changement.

Cette autre mondialisation est même reconnue par le Professeur Schwab qui a ouvert le Forum de Davos 2007 en disant « qu'en dépit de la robustesse de l'expansion économique mondiale, les déséquilibres internationaux continuent de s'accroître et les écarts de revenus ne cessent de s'élargir entre les nations et au sein même. Nous ne pouvons plus continuer de vivre selon le principe « consommer maintenant , payer plus tard ».

Réforme ou rupture ? Il faut de toute façon agir car le système dominant actuel doit changer.

IV. La société civile a-t-elle adopté la bonne stratégie dans ses relations avec le monde international ?

Hélas, les partis politiques ont mal réussi à relever ces défis. A nous, société civile, de le faire à partir de notre engagement local et national, mais aussi international et global, car aujourd'hui la plupart de nos problèmes ne peuvent être résolus qu'en incluant tous ces niveaux dans notre action (glocal).

La société civile à l'ONU

L'ONU, on l'a trop souvent oublié est une organisation de gouvernements et ce sont donc ces gouvernements qui décident.

Certaines organisations de la société civile (les plus importantes) sont reconnues par l'ECOSOC qui leur permet de bénéficier d'un statut d'observateur dans les grandes rencontres du Conseil économique et social et celles de quelques agences de l'ONU. Ce statut autorise ces OING reconnues à prendre la parole pendant quelques minutes (deux en principe) et à recevoir les documents de travail et quelquefois de diffuser leur point de vue. Mais les OING ne sont pas autorisées à participer aux votes. Leur influence est donc très limitée.

Or, nombreuses sont les OING qui considèrent leur présence à ces rencontres comme essentielles, conçoivent leur programme en fonction de l'agenda onusien, et dépensent des sommes très importantes en billets d'avion et frais de logement à Genève, New York ou ailleurs ; elles interviennent rarement en groupes, et comme elles sont très nombreuses, elles sont critiquées pour leur manque « d'accountability » et de compétences, ce qui a fait dire à un dirigeant de l'OMC que la « nébuleuse des ONG » ne peut être un partenaire crédible.

Pat Mooney remet en question la présence de la société civile dans les grands sommets onusiens « *Stop the « Stockholm Syndrom » ! Leçons retenues de 30 ans de participation à ces sommets* ».

Et il va plus loin :

1. « Nous devons évaluer notre propre histoire de coopération avec le système de l'ONU et déterminer si nous avons été utilisés ou si le système nous a été utile pour l'action que nous voulions mener
2. Les partenaires de la société civile doivent échanger des idées, des informations et des expériences, aux niveaux local, national, régional et global, concernant les besoins de notre société et ceux de nos organisations et de leurs programmes et campagnes
3. Nous devons évaluer nos systèmes de communications (technologies) et nos approches pour mieux démocratiser notre dialogue et notre flux d'information pour nous assurer que les initiatives locales, nationales et régionales alimentent nos initiatives globales. Nous devons nous assurer que nos initiatives globales sont au service des communautés nationales ».

« Nos interventions à l'ONU sont incroyablement modestes. Nous devons aller au-delà des « platitudes » de nos interventions vers des propositions concrètes de changement engageant, ensemble, organisations populaires (membership organisations) de paysans, d'artisans, de pêcheurs ; de travailleurs salariés (syndicats) ; des associations de jeunes, de femmes et de « senior citizens » (un nouveau marché...).

« Parlons de « civil society » et pas de « civil servants », (c'est-à-dire de représentants du peuple et non de fonctionnaires d'associations) écrit encore Pat Mooney.

Il est temps d'évaluer l'efficacité et le coût/avantage de la présence de la société civile à l'ONU. Comme le dit Pat MONEY dans « What Next » (1), « Utilisons-nous l'ONU ou est-on utilisé par elle ? ». Et n'oublions pas que l'ONU est loin d'avoir un statut reconnu de superpuissance, que certains voudraient lui donner ; un gouvernement du monde et un système global de régularisation ne « marchent pas ».

Nous contestons, nous faisons des propositions alternatives mineures. Mais reconnaissons que nous ne sommes pas allés bien loin dans le changement et que nous n'avons pas une réponse appropriée à « cet autre développement » que nous cherchons à établir.

Heureusement, une multitudes d'initiatives existent, appuyées entre autre par le Forum social Mondial de Porto Alegre, en marge duquel, en janvier 2007, trois leaders internationaux, représentants de la nouvelle centrale syndicale mondiale (CSI), du Forum progressiste mondial et de Solidar, lancent une campagne conjointe « Un travail décent pour une vie décente » .. Ils créent une Alliance mondiale pour réclamer plus de justice sociale et une autre mondialisation qui profite aussi aux travailleurs et aux travailleuses, aux personnes sans emploi et aux pauvres ». La campagne d'Action de Carême et de Pain pour le Prochain, en Suisse, a également choisi ce thème en s'appuyant, dans leur campagne commune, sur des

faits. « Nous voulons des ordinateurs propres », dénonçant ainsi les conditions de travail insupportables des jeunes travailleuses à Taïwan.

Mais en fait, nous représentons une force insuffisamment exploitée :

Nous sommes en effet des :

Producteurs : paysans ouvriers, artisans, employés, ingénieurs et cadres dirigeants

Consommateurs : c'est nous qui achetons.....

Epargnants : c'est grâce à notre épargne (et celui de nos entreprises) que les banques peuvent prêter

Electeurs : à nous le pouvoir d'élire ceux qui nous représentent ...

Chacun d'entre nous (du moins dans la plupart des pays) a tous ces pouvoirs. Et ensemble, si nous savons nous regrouper, nous pouvons constituer des « forces de changement ». Il est donc nécessaire et obligatoire de travailler en réseaux, de partager nos ressources (expertise, innovations et finances), d'agir en coalition et ensemble pour être plus forts.

En fait, qui détient le pouvoir aujourd'hui ?

- **Les gouvernements ?** Oui en partie seulement, mais ils travaillent trop souvent à court terme et sont trop enclins à entreprendre des activités seulement en fonction des électeurs des partis qui les ont mis au pouvoir. Et pourtant, nous sommes des électeurs....
- **Les unions régionales ?** Oui de plus en plus, mais elles se fonctionnarisent et ne représentent plus les populations
- **L'ONU ?** On l'a vu. Elle est le regroupement de gouvernements seulement et ne peut que faire des recommandations ; rarement elle ose décider politiquement sans l'avis de gouvernements ce qui diminue grandement son efficacité
- **Les corporations ?** Oui bien sûr ! Elles imposent leur pouvoir supranational et le marché avec toutes les conséquences sur l'inégalité des revenus, les habitudes de consommation et la propriété des biens. Et pourtant, nous sommes des consommateurs....
- **Les fonds de pension ?** Oui de plus en plus car ils détiennent une capacité énorme d'investissements (28% des flux financiers mondiaux !) et par leurs décisions, conditionnent le développement actuel du monde. Et pourtant, ces fonds proviennent des cotisations de nos futures retraites...

- **Les médias et les NTI ?** Oui de plus en plus, elles conditionnent nos comportements vers la consommation ne n'importe quoi, n'importe quand et à n'importe quel coût ! Elles sont les supports de notre modèle de société (que nous remettons en cause). Et pourtant, nous sommes des lecteurs et des téléspectateurs...

Jusqu'à ce jour, les meilleurs résultats des alternatifs sont comme on l'a vu précédemment, dans le social, le respect des droits humains et l'écologie. Mais peu, très peu de résultats du point de vue économique (meilleure répartition des revenus, des biens et des richesses). Il est temps de mieux formuler ce que l'on voudrait construire en parlant d'une économie sociale et solidaire

Et nous, société civile, où nous situons nous ? Et que faire ?

V. Pour une meilleure stratégie et une plus grande efficacité de la société civile

Nous voulons « un autre développement ». Or, le développement est aussi politique et suppose des changements de structures et de mentalités, ce qui rend nécessaires des opérations de formation, d'information et de lobbying

Or, qu'a-t-on fait pour aider les pays du Sud à se développer ? L'aide internationale sous forme de dons en a été le principal instrument.

Certes, l'aide d'urgence ou sociale (santé, formation) est une nécessité ; elle l'est aussi pour aider au démarrage de projets économiques. Mais l'aide à une fin et elle agit par projets et programmes et est négociée dans des conditions inégales entre ceux qui ont le pouvoir de l'argent et ceux qui la demandent. L'aide n'est donc qu'une solution provisoire. Mieux vaudrait protéger et payer, à leur juste prix, les produits exportés.

Par ailleurs, nous avons également exporté notre conception du développement, sans tenir compte des besoins exprimés par les populations que nous voulions aider (Voir Rist et What Next, p. 4).

Il faut que des décisions politiques soient prises pour établir plus de justice en faveur des plus déshérités : propriété des ressources (terres, eau, énergie – revenus du pétrole), et meilleure répartition des revenus et des décisions.

Comment, pouvons-nous, nous organisations de la société civile, représentant les populations, peser de tout notre poids, pour que les changements nous conduisent à un autre développement ?

L'action de lobbying, la mise à disposition de notre expertise et de nos expériences, la réalisation de nos projets et programmes représentent nos premières réponses à cette question. Mais il faut aller plus loin.

1. Pour une stratégie et une présence plus efficace sur le plan international

Où devons-nous être actifs sur le plan international ?

A l'ONU :

Nous avons vu que les OING investissent trop de moyens pour « suivre l'agenda onusien ». Même si nous reconnaissons les succès passés concernant par exemple les droits de l'enfant, de la femme, ceux des travailleurs (grâce à l'action des syndicats au BIT), la lutte contre les mines anti-personnel, la protection des enfants (OMS/Nestlé – lait en poudre), droits des pêcheurs traditionnels, l'annulation de la dette des pays les plus pauvres et récemment la protection des productions locales par l'abaissement des subventions accordées par leurs gouvernement aux pays exportateurs du Nord. Par ailleurs nous reconnaissons l'important travail déjà commencé par des coalitions telles que celles d'OXFAM, des organisations de défense des droits humains (Amnesty International, la Commission internationale des Juristes, Human Watch, etc.), des réseaux de lobbying auprès de l'OMC et de l'OMS, tels que ceux de la CIDSE/Caritas, du Ecumenical Advocacy ou du Third World Forum (TWF).

De telles initiatives doivent être renforcées et d'autres organisations internationales de la société civile doivent rejoindre ces actions et ces campagnes, comme cela a été le cas pour la campagne d'effacement de la dette et la rencontre de l'OMC à Seattle (Martin KHOR, du TWF, avait été mandaté par plusieurs centaines d'OING pour être leur porte parole et obliger l'OMC à revoir ses propositions).

Mais nous devons aussi nous interroger avec le RP Joblin, qui fort de sa longue expérience d'ancien fonctionnaire de l'OIT/BIT et qui a très souvent coopéré avec les ONG, pour constater que :

« Le statut consultatif ECOSOC attribué aux ONG par l'ONU s'est révélé une chimère ; s'il a été accordé, il n'a jamais pu être utilisé par les ONG pour devenir des acteurs actifs de la vie internationale en étant associées aux décisions. Les gouvernements ont gardé le monopole du pouvoir.

« Ce n'est pas au cours des débats à l'ONU que les ONG peuvent exercer une influence sur les décisions prises ; à ce moment, les grandes orientations sont prises et les positions des décideurs, les gouvernements, sont déjà fixées..... »

Nous devons comprendre et accepter ces conseils et économiser nos moyens (experts et moyens financiers), en déléguant à certains nos pouvoirs, et investir ces moyens économisés ailleurs (par exemple dans les OING spécialisées pour défendre la cause des droits humains)

Une autre façon d'être présent à l'ONU est, comme nous l'avons déjà signalé, celle d'influencer l'action de l'ONU en apportant notre propre expertise et les OING ont de nombreux professionnels fort capables de présenter des alternatives.

Faisons donc l'inventaire de notre expertise et le portefeuille de nos experts pour les mettre à dispositions de l'ONU et de certaines agences (Banque Mondiale, OMC, FAO, HCR, etc.)

pour influencer la méthodologie des programmes et projets de développement qu'elles sont responsables de réaliser. A ce sujet, l'action menée par les OING avec certains gouvernements complices, concernant l'intégration de la dimension « genre » dans toute l'action de ces agences est un grand succès. Pourquoi ne pas agir de façon concertée pour « remettre l'Homme et tous les Hommes », comme l'ont dit le Professeur François Perroux et le R.P.Lebret d'Economie et Humanisme, au centre de l'action pour le développement ?

Par ailleurs, les gouvernements membres s'interrogent sur la réforme de l'ONU. Les représentants de la société civile n'ont pas suffisamment pris au sérieux cette réforme et n'ont pas fait de propositions intéressantes et novatrices.

Les deux propositions suivantes de changement dans le système onusien auraient mérité une attention plus grande des représentants de la société civile :

Muchkund Dubey, dans la revue syndicaliste du Gresea, nous invite à remettre la CNU/CED au centre du débat et de retourner aux orientations qu'on lui avait fixées à sa création, quand elle était présidée par Prebish.

Les propositions suivantes de relance de la CNUCED/UNCTAD et de son rôle central au sein du système onusien, sont contenues dans les propositions de Gresea :

- La renaissance du rôle de négociateur de la CNUCED
- La nécessité d'opinions alternatives et de pluralisme économique
- La place des organisations de la société civile au sein de la nouvelle CNUCED
- Adopter une vision globale sur les problèmes économiques mondiaux
- Placer la CNUCED comme lieu d'harmonisation des politiques commerciales et de développement
- Promotion de la coopération Sud-Sud
- Le rôle d'assistance technique de la CNUCED

Une autre proposition émane de Susan George (Economiste et Co-présidente d'Attac France), dans le Monde Diplomatique de janvier 2007, défend l'idée qu' « Une autre Organisation du Commerce Mondiale est possible... » en se référant à John Maynard Keynes qui, dès 1942, proposait la création d'une Organisation Internationale du Commerce (OIC), adossée à une banque centrale internationale, l'Union Internationale de Compensation (UIC) qui aurait émis une monnaie mondiale pour le commerce, le bancor.

« Avec l'OIC et l'UIC, aucun pays n'aurait pu enregistrer d'énormes déficits commerciaux... La dette écrasante du Tiers Monde et les politiques d'ajustement structurel appliquées par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International auraient été impensables... On aurait débouché sur un monde plus rationnel, avec un système commercial qui aurait servi les besoins des populations du Nord comme du Sud ».

« Dans le système actuel des Nations Unies, la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et l'Organisation Mondiale du Commerce (même s'ils ne sont pas des agences à proprement parlé) détiennent un pouvoir économique, financier et politique exorbitant. Ces Agences imposent leur « développement » et leurs idées pour le futur. Elles n'ont pas de contre poids dans les décisions qu'elles prennent et imposent leurs méthodes que nous contestons souvent ».

Par contre, certaines agences de l'ONU, l'Organisation Internationale du Travail (et son pouvoir de décision tripartite attribuant aux syndicats patronaux et ouvriers le droit de vote), le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme, l'UNICEF, le UNHCR (réfugiés) sont plus ouvertes à une coopération étroite avec les OING.

Engageons-nous dans ce sens, en mettant en avant la CNUCED dont le rôle essentiel devrait être de coordonner l'action de toutes les agences.

Mais notre engagement, comme nous l'avons dit, ne doit pas se contenter d'une présence à l'ONU, nous devons aussi agir dans d'autres secteurs où se trouve le pouvoir.

Auprès de nos gouvernements

Beaucoup de travail doit être accompli à ce niveau, car en fait, les Etats nationaux et leurs gouvernement gardent un rôle essentiel dans la construction du développement. Et ce sont souvent en effet nos gouvernements qui nous représentent dans les décisions internationales. Chercher à faire partie des délégations gouvernementales aux rencontres internationales doit être un objectif prioritaire. Plusieurs exemples positifs prouvent le rôle indispensable et efficace des ONG dans les positions de leurs gouvernements.

L'ACDIC (une association camerounaise d'action citoyenne) a obtenu trois sièges dans la délégation de l'organisation économique régionale d'Afrique Centrale, l'UMEAC, à la Conférence de l'OMC à Hong Kong et a pu ainsi revendiquer la protection des productions agricoles locales et militer pour la réduction des subventions aux producteurs et exportateurs américains.

Coopérer avec des gouvernements « complices » est aussi un objectif de notre stratégie. L'accord sur les mines anti-personnel aurait-il été accepté si les OING, initiatrices du projet, n'avaient pas eu l'appui des gouvernements suisse, canadien, hollandais et de quelques autres ?

Et évidemment agir au niveau national, auprès de tous les départements techniques ou politiques, pour influencer les changements en faveur des populations.

L'exemple récent de l'influence de l'association française Don Quichotte, pour résoudre le problème du logement des exclus qui dorment dans la rue, démontre qu'à partir d'un individu, d'une petite association, on peut interpeller son gouvernement et obtenir du Président de la République la promesse d'intégrer le droit au logement dans la Constitution nationale et de reloger rapidement tous ceux qui sont dans la rue.

Les méthodes utilisées (demander à des volontaires, souvent haut placés, de dormir sous tente, à -5, avec les exclus) ont été extrêmement efficaces et ont évidemment reçu un accueil mitigé des associations traditionnelles d'aide aux exclus. Mais le résultat est là et démontre, comme le dit et le prouve Thomas FRIEDMANN, en citant d'autres exemples aux USA, que « La terre est plate. Que des individus, des petits groupes qui ont des idées et les mettent en pratique, peuvent aussi agir très efficacement comme les grands ».

Auprès des corporations

Il existe de nombreux exemples de coopération entre OING/Mouvements sociaux et entreprises multinationales. Certains sont positifs, d'autres beaucoup moins. L'entreprise exige de trouver un plus dans ses relations avec les OING, que ce soit un plus concernant l'image ou les résultats financiers finaux.

L'exemple de la récente coopération de la célèbre Grameen Bank du Bangladesh avec la multinationale française DANONE et son dynamique et novateur Président RIBOUD, pour produire localement des yaourts, est à prendre en considération. Grâce aux crédits accordés par la Grameen Bank aux petits éleveurs et aux « Dairy Plants », ces petites entreprises créées avec l'appui de Danone, des milliers d'emplois sont créés en zones rurales ; les prévisions de production prévoient la création de 50 usines dans les 10 prochaines années, chaque usine devant produire 10.000 kg de yaourt par jour ! (Grameen Dialogue, September 2006).

Voici un exemple d'entreprise sociale qui donne du travail à des milliers de personnes, qui répond au souci de mieux nourrir les populations locales, qui répartit les revenus entre tous et qui amène la participation de tous .

Etant donné l'importance que les multinationales ont dans le monde, la société civile devrait dialoguer davantage avec ces dernières pour promouvoir les valeurs qu'elle défend.

Et en plus, n'oublions pas que nous représentons les consommateurs, c'est-à-dire les clients des multinationales. Là est notre force ; en nous organisant et en faisant campagnes comme certaines OING l'ont déjà fait (clean clothes, commerce équitable), nous avons des solutions entre nos mains !

Mais, ne soyons pas naïfs, les entreprises, et surtout les multinationales, cherchent d'abord leur profit et celui de leurs actionnaires ! La question que nous devons nous poser avant de coopérer avec elles est de savoir si nous serons « récupérés » ou « utilisés » ou si, au contraire, les populations, les travailleurs et nos organisations seront bénéficiaires de cette coopération !

2. Etre « accountable », professionnels et sans complexe ; créer de nouvelles coalitions

De nombreux représentants d'organisations internationales et de gouvernements nous font le reproche de ne pas être « accountable », c'est à dire de ne pas représenter grand monde, si ce n'est que quelques « intellectuels de gauche ».

Dans « Debating NGO Accountability », Jem Bendell s'interroge sur les relations entre OING et Organisations populaires (OP) et se demande comment ces organisations centrales établies dans le Nord et les villes sont « accountable » (comment elle coopèrent

et rendent des comptes) aux organisations de producteurs (paysans, artisans, pêcheurs), de travailleurs, d'employés et de femmes qui sont en fait les cibles de leurs activités de lobbying et de leurs campagnes.

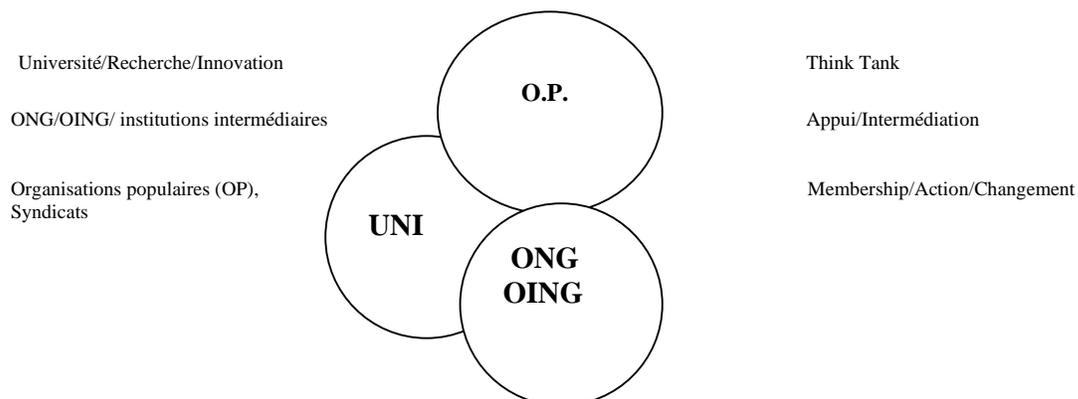
Dans « Archipel » du Forum social Européen, Cédric Bertaud, résume les conclusions des travaux de la IVe conférence de l'Action Mondiale des Peuples (AMP) : « Toutes nos actions revendicatives, visibles et symboliques, sont au final réabsorbées par la voie médiatique pour neutraliser le débat et introniser ce que nous refusons... Cette difficulté nous confronte au problème permanent des moyens de notre « visibilité »... En développant ces critiques, nous nous mettons nous-mêmes en position d'expertise, d'élite éclairée ayant tendance à prescrire ce qui est bon ou pas bon pour les profanes... Cet élitisme est largement renforcé par l'intellectualisme (références savantes, démonstrations sophistiquées à l'extrême, niveaux de langage, réflexions très abstraites...) et au radicalisme hors de toute compréhension... »

Cela devrait être un objet de réflexion de tous les dirigeants d'OING/OP ; il est nécessaire d'être « collé au terrain » et mandaté, s'il y a lieu, par les partenaires qui subissent l'exclusion et les inégalités. Et, comme l'écrit encore Bertaud, notre stratégie doit être : « De nous attacher à privilégier les luttes localisées, inscrites dans un territoire précis, (celui où l'on est) et mues par des revendications de subsistance, de défense et de reconquêtes d'espaces et de pratiques réelles... Puis il faut privilégier le travail d'enquêtes : les faits ne parlent pas d'eux-mêmes ; les situations insupportables existent partout et, pourtant, beaucoup les supportent. Il faut faire les liens, les montrer là où nous sommes et où nous pouvons les connaître en détails, reliés à nos propres enjeux de subsistance ce que nous avons à défendre et à conquérir ».

Les syndicats ont leurs troupes et c'est ce qui fait leur force (menace de grève) et leur présence dans la décision à l'OIT/BIT, par exemple. Les ONG et les OING, si elles ne sont pas liées étroitement à d'autres partenaires n'auront jamais l'impact attendu. C'est souvent ce qui se passe.

Mais, pour une plus grande efficacité, il est nécessaire que la société civile se dote de mécanismes de travail :

- Un outil de réflexion et de propositions alternatives rassemblant des représentants d'organisations populaires (mouvements paysans, artisans, pêcheurs, des organisations de femmes, des syndicats de travailleurs, l'université et elle-même, selon le modèle suivant :



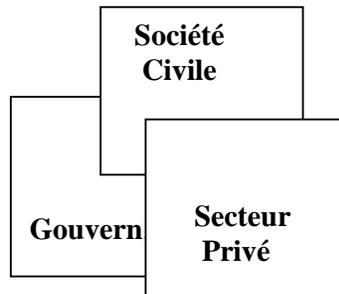
- D'un lieu où le pouvoir de définition des actions et de lobbying est pris et évalué en fonction des besoins des populations et de leurs organisations (OP).

3. Une coopération égalitaire entre gouvernements/ONU –Corporations/Multinationales et société civile

Il est utopique de croire que le changement ne viendra que de nos propositions. Les autres secteurs peuvent et doivent apporter leur contribution à la construction d'une société plus équitable.

Ainsi, selon le schéma suivant, en coopérant tous ensemble selon son identité, des espaces de construction commune à trois ou à deux existent et apporteront des solutions globales efficaces

Gouvernements - Secteur Privé/Entreprises multinationales - Société Civile



4. Une méthodologie de l'action commune

Agir seul, ou à 3 ou 4 organisations (même importante) seulement, est souvent inefficace, voire inutile, sauf exception citée ci-avant (Don Quichotte).

L'action en réseau est essentielle et une formation des leaders pour utiliser les méthodes modernes de communication (Internet, Skype, vidéo conférence, etc.) est indispensable pour gagner en efficacité et en coûts de communication.

Un danger nous guette : agir au niveau global seulement sans la **participation** effective des représentants et des membres des organisations populaires, surtout du Sud.

Dans les activités de lobbying, la présence effective de représentants des OP et du Sud est essentielle (rôle de témoignage et de revendications pour plus de justice comme cela a été le cas à la rencontre de l'OMC à Seattle).

Etre solidaires, c'est-à-dire partager objectivement (sans souci aucun de domination) les moyens (experts et financements) dont on dispose, est une condition de réussite, car l'action de lobbying doit être financée par les membres de ces organisations et non par l'aide internationale ou locale des gouvernements.

5. Penser localement, agir globalement (glocal)

Savoir que toute action locale a une dimension et une solution qui dépend souvent d'une décision aux niveaux national, régional, international ou/et global.

Cela suppose que nos stratégies nous permettent de coopérer avec des partenaires plus compétents que nous à d'autres niveaux. Dépasser la relation Nord/Sud et réfléchir et agir davantage au niveau des relations entre marginalisés et exclus » du Nord comme du Sud, car en 2007, la « pauvreté » existe partout et c'est ensemble que les exclus s'en sortiront.

6. Mettre en commun notre expertise et la mettre à disposition des autres secteurs

Le nombre d'experts, dans tous les secteurs d'activités, dont disposent nos organisations est très important. Nombreux sont ceux qui sont prêts, si on le leur proposait, à la mettre à disposition d'activités communes pour une proposition de changement initiée par nos organisations.

Dès lors, les OING/OP devraient être plus entreprenantes et négocier des contrats avec leurs autres partenaires (ONU, gouvernements, entreprises multinationales, etc.) pour apporter leur expertise et leurs idées (participation, environnement, droits humains, etc.) au travers de ces contrats/consultations.

7. Une méthodologie de lobbying

La stratégie de la société civile repose en grande partie sur sa capacité de lobbying à tous les niveaux où elle est représentée, auprès des représentants locaux, du gouvernement national et de ses départements, de l'ONU et de ses agences, des entreprises multinationales et d'autres organisations qui influent sur les décisions prises aux niveaux national et international.

Les multinationales ou les syndicats de producteurs (de coton américain par exemple) payent des lobbyistes à grand prix et ont l'influence u'on connaît sur les décisions des gouvernements ou des marchés. Nous devons être aussi professionnels qu'eux !

Heureusement, plusieurs OING sont déjà sur cette voie (Oxfam, CIDSE/Caritas, Ecunemical Advocacy Alliance, et les OING des droits de l'Homme). Joignons nous à leurs efforts.

La société civile, et ses responsables à tous les niveaux, doivent être formés à utiliser ces moyens nouveaux d'action.

Le schéma suivant (adapté de What Next, p. 199 Goran Hyden) représente une chaîne d'actions à entreprendre pour mener à bien une stratégie de lobbying

Stratégie de lobbying de la société civile

Niveaux	Lieux	Phase I	Phase II	Phase III
Local	Village Quartier Zone Département	<u>Mobiliser</u> Les OP : Paysans, Femmes, ouvriers, Syndicats, etc.	<u>Choisir des leaders</u> Choisir les gens prêts à agir avec les exclus	<u>Agir ensemble</u> Créer, renforcer les moyens pour une action collective
National	Pays	<u>Influencer</u> Exercer influence s/élus et leaders et des gouvernements	<u>Opposer/+visibilité</u> Manifester, critiquer Se rendre visibles, se faire connaître	<u>Organiser OP</u> Utiliser ce processus de construction pour créer des Organisations Popul.
Régional	Continent Région	<u>Lobbying</u> Auprès des organ. Régionales écon. Ou politiques	<u>Propositions alternatives</u> Proposer des idées et des projets alt. Rég.	<u>Pression (région)</u> Auprès des leaders des organ.régionales
International	Monde Global	<u>Advocacy/Plaidoyer</u> Présenter les propositions des exclus par eux- mêmes ou ONG	<u>Campagnes</u> Gêner les acteurs puissants : campagnes de contestation et de refus	<u>Action en réseaux</u> Créer des réseaux et coalitions et plate forme pour une action globale forte par le partage d'information

Ce tableau est un outil de travail et d'action très efficace. Il permet de planifier les actions menées, de savoir avec qui on travaille en réseaux ou coalitions et d'agir ensemble efficacement à tous les niveaux.

Il serait souhaitable que les organisations de la société civile s'inspirent de cette stratégie. Elles trouveront alors des idées pour se renforcer et agir plus efficacement sur le plan international, national et local.

En guise de conclusion, retenons les mots-clés et les idées suivants pour agir :

- Ensemble - Force
- Professionnels – propositions alternatives concrètes
- Stratégie et lobbying
- Changement des mentalités et des structures
- Action - engagement

Genève, le 25 janvier 2007

PS. Commentaires bienvenus !

Fernand VINCENT
Président du Réseau mondial
de l'IRED (Innovations et
Réseaux pour le développement

fernand.vincent@ired.org

BIBLIOGRAPHIE

- (1) « What Next », Development Dialogue, June 2006, Dag Hammarskjold Foundation, Uppsala, Sweden; p. 183-201 : “Civil Society: What next ?” by Goran Heyden and p. 203-213 : “Stop the Stockholm Syndrome ! Lessons learned from 30 years of UN Summits” by Pat Monney
- (2) « La Terre est plate » de Thomas Friedmann, Editions Saint Simon, ouvrage présenté dans Le Monde du 14 octobre 2006
- (3) « Une brève histoire de l’avenir » de Jacques Attali, Editions Fayard, 2006, Paris
- (4) « World Changing » A User’s Guide for the 21st Century” Edited by Alex Steffen , avec une préface de Alan Gore, Abrams, 2006
- (5) “Comment redynamiser la CNUCED ? » par Muchkund Dubey, RIS New Dehli, in Gresea Echos No 48, 2006, Bruxelles, P. 16 à 20
- (6) « Debating NGO Accountability » by Jem Bendell, in NGLD Development Dossiers, p. 23 et ss. Geneva and « NGO Accountability, Politics, Principles and Innovations” by Lisa Jordan, Edited by Lisa Jordan and Peter Van Tuijl
- (7) “Un autre monde” Contre le fanatisme du marché” par Joseph E. Stiglitz, Fayard, 2006, Paris
- (8) « La construction d’un mouvement social », à partir du cas du Mouvement des sans Terres au Brésil, par Marta Harnecker, CETIM, Genève, 2003
- (9) « Quel altermondialisme ? » de Samir Amin, Le Monde Diplomatique, Janvier 2007.
- (10) « Le bonheur du voyage », de Philippe HERZOG, entretien avec Jacques Delors, Le Manuscrit, Paris, 2006
- (11) « Ecumenical Advocacy Alliance », Trade for People Campaign and The HIV and AIDS Campaign, 2006, Geneva
- (12) “Une autre organisation du Commerce International est possible... par Susan George, dans Le Monde Diplomatique, Janvier 2007, Paris
- (13) « Le message de Nairobi à Davos » par Guy Ryder, Secrétaire Général de la Confédération Syndicale Internationale, Conny Reuter, Secrétaire Général de Solidar, et Poul Nyrup Ramussen, du Forum progressiste mondial », Le Temps du 23 janvier 2007, Genève
- (14) « « La déglobalisation » », par Klaus Schwab, Fondateur du Forum Economique de Davos, dans Le Temps du 23 janvier 2007
- (15) « Grameen Dialogue », No 64, November 006, Dhaka Bangladesh

